

<p style="text-align: center;">DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE</p> <p style="text-align: center;">SYNTHESE COLLEGE JEAN ROSTAND 79100 THOUARS</p>
--

« Quelles doivent être les missions de l'Ecole à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir »

- Le collège doit permettre l'appropriation d'une culture commune.**
- Les programmes doivent définir un socle national, non négociable, de connaissances.**
- L'organisation du temps scolaire doit permettre le respect des rythmes d'apprentissage.**

Depuis l'augmentation de l'âge obligatoire de la scolarité, la création du collège unique et la volonté de faire accéder la majorité des élèves à une culture commune (loi d'orientation de 89, charte des programmes de 92, 80% d'une tranche d'âge au niveau du baccalauréat), l'école a de plus en plus de difficultés à atteindre les trois objectifs du système éducatif : instruire, éduquer, former (problème de violence, perte de crédit de l'école, hétérogénéité grandissante).

Cependant deux de ces missions doivent impérativement rester les objectifs communs à tout membre du système éducatif au collège :

INSTRUIRE : c'est à dire permettre l'appropriation par tous d'une culture commune permettant à chacun de comprendre et d'agir, d'exercer un regard critique sur la société. Cette instruction commune nécessite l'acquisition de savoirs disciplinaires précis . La culture commune doit ne peut se limiter aux savoirs nécessaires à l'insertion sociale car il nous semble important que le collège sensibilise, explore et permette l'accès à des modes de culture souvent exclus du cercle familial et absents des médias traditionnels (arts plastiques, éducation musicale...).

EDUQUER : Au delà de l'homme (instruction), le collège doit participer à la mission d'éducation en permettant l'acquisition des valeurs du futur citoyen :

- Respect des autres et de leurs différences.
- Respect des infrastructures.

Face à ces constats, le groupe de réflexion s'est rapidement mis d'accord sur une problématique centrale et fédératrice :

Pour permettre à tous l'accès à une culture commune, formation minimale et indispensable à tout citoyen et démocrate, le collège, dernière étape de la scolarité obligatoire, doit prendre en compte la grande hétérogénéité des élèves en différenciant les conditions d'enseignement et d'apprentissage.

Cette volonté commune se heurte aux obstacles suivants :

PROGRAMMES :

Les participants sont unanimes pour dénoncer :

- la somme des connaissances à acquérir
- la manque de cohérence des programmes entre les disciplines

d'enseignement

-les disciplines, devant faire face aux exigences de programmation, se cloisonnent et l'acquisition de réelles compétences généralisables (savoirs et savoir-faire) devient impossible par manque de temps.

HETEROGENEITE :

-l'accès de tous au collège, y compris des élèves en difficulté au primaire, engendre des conditions très délicates pour gérer l'hétérogénéité, pourtant source de progrès pour tous.

-l'optimisation des rythmes d'apprentissage est rendue difficile par l'organisation actuelle du collège.

TROIS OBJECTIFS DE L'ECOLE :

-Deux missions sont prioritaires au collège : instruire et éduquer, former devant être un objectif, une fois le socle commun de connaissances acquis. Malheureusement les constats recensés ci-dessus détournent le sens des missions de l'école par des orientations précoces valorisées par le système économique.

HYPOTHESES D'EVOLUTION POUR REpondre A LA PROBLEMATIQUE

Pour répondre à notre problématique, la relation élève-savoirs devrait devenir l'épicentre de la nouvelle loi d'orientation grâce à une refonte des programmes et des moyens horaires suffisants pour gérer, au service de l'apprentissage de tous, l'hétérogénéité.

PROGRAMMES :

-repenser ces derniers pour créer une cohérence entre les disciplines
-réduire la somme de connaissances à transmettre pour permettre l'acquisition de vrais apprentissages réinvestissables au sein de chaque discipline d'enseignement et entre les disciplines d'enseignement.

-identifier les compétences indispensables à tout futur citoyen et décliner ces dernières dans chaque discipline.

-donner le temps à chaque enseignant de permettre une réelle appropriation des savoirs qui se finalisent par des applications dignes de ce nom.

-ne plus hiérarchiser les compétences selon les disciplines d'enseignement.

-donner le temps à chaque élève pour apprendre.

HETEROGENEITE :

-permettre la gestion efficace de l'hétérogénéité et de l'homogénéité par la modulation des horaires en groupe classe hétérogène et en groupe restreint homogène.

-veiller à ce que ces différents moments de l'apprentissage n'engendrent pas une diversification mais permettent un respect des rythmes d'acquisition par l'appropriation du seuil minimal de connaissances ou l'approfondissement des savoirs (perméabilisation des groupes classe pendant une partie des horaires...).

« Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ? »

Bon nombre de participants pensent que les questions sont orientées et que les décisions sont déjà prises en haut lieu, en témoigne la suppression de CAP et BEP dans le nord du département.

Dans ce contexte, il convient toutefois de faire des propositions pour en particulier que l'école publique reprenne en charge la formation professionnelle.

1. Est-il préférable d'allonger la durée de la scolarité obligatoire ?

- Convergences des points de vues pour une formation initiale conséquente avec une insistance sur les apprentissages fondamentaux. Pendant cette période, le travail manuel doit être valorisé et plus intégré dans la formation, en augmentant la cohérence et la transversalité entre les disciplines.
- La formation initiale pourrait être maintenue jusqu'à 18 ans, avec en parallèle une information à l'orientation aux travers de stages de découverte et d'observation peut-être dès 14 ans, pour des élèves qui ne perçoivent pas les finalités des apprentissages scolaires et qui désirent entrer rapidement dans des apprentissages professionnels.
- La scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans présenterait l'avantage, pour la filière professionnelle, de continuer à instruire et à éduquer les jeunes au sein de l'école et de les former, en collaboration avec les entreprises, à un métier.

2. Vers quelle formation professionnelle ?

- Refus d'opposer expérience professionnelle et formation initiale.
- Une formation professionnelle impliquant école et entreprises.
Donc nécessité d'un partenariat, d'un dialogue à trois : l'élève et sa famille, l'entreprise et l'école, afin d'adapter le rythme entre apprentissage scolaire et apprentissage professionnel.
- L'école ayant un rôle sur l'instruction et l'éducation, l'entreprise ayant un rôle sur la formation en collaboration avec l'école.

Regrets :

- Les formations professionnelles sont déléguées de plus en plus à des organismes privés. On remarque donc un désengagement de l'état avec des moyens revus à la baisse concernant la formation professionnelle à l'éducation nationale.
- Désaffections des filières professionnelles, car :
 - Informations insuffisantes et voie professionnelle non valorisée
 - Manque de passerelles des CAP et BEP vers les Bac Pro et les BTS

3. Implication des entreprises

- Envisager des relations plus importantes entre école et entreprises, afin que la formation professionnelle prenne de l'intérêt auprès de jeunes voulant s'inscrire dans un processus d'apprentissage professionnel.
- Pour répondre aux difficultés de trouver des entreprises d'accueil, il a été envisagé d'intégrer le temps passé par les professionnels à former des jeunes, dans le cadre des 1,6% de la formation professionnelle.

4. Formation à l'âge adulte

- Augmenter les passerelles entre monde du travail et formation pour adultes.
- Formation intégrée dans la carrière professionnelle et rémunérée.
- Actuellement les formations longues sont difficilement envisageables et posent le problème de la réinsertion dans l'entreprise.
- Validation des acquis de l'expérience dans un cadre national reconnu.

« Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ? »

Les participants ont tout d'abord réalisé un certain nombre de constats :

- Les parents et les enseignants ont un même souci de réussite et d'épanouissement de l'enfant. Cependant, les parents attendent également de l'Ecole qu'elle apporte une réussite professionnelle à leurs enfants.
- D'autre part, on constate actuellement, une grande disparité entre les valeurs transmises par l'Ecole et celles transmises par la société, souvent véhiculées par les médias.
- Le dialogue entre les parents d'élèves en difficulté et l'Ecole est souvent rompu très tôt, dès le primaire.

Les participants ont ensuite émis les propositions suivantes :

- Il semble qu'une formation des enseignants devrait être dispensée à l'IUFM afin d'améliorer les entretiens avec les familles, en particuliers pour les cas difficiles.
- Une formation des parents, assurée par les associations de parents d'élèves serait souhaitable pour mieux définir leurs possibilités d'intervention auprès des enseignants et leur faire prendre conscience de l'importance de leur rôle de parents.
- Il serait souhaitable que soient distribués aux parents des documents simples sur les objectifs à atteindre au terme de l'année scolaire, pour chaque niveau. Il doit en être de même pour les processus d'orientation.

- Pour que les parents puissent mieux cerner l'évolution globale de leur enfant, il a été proposé d'améliorer les bulletins de liaison en y incluant une place réservée au comportement, non seulement en cours, mais d'une façon plus générale, au sein de l'établissement.
- En ce qui concerne le rôle des associations, un partenariat semble possible si celles-ci ne se substituent pas à l'École. Cette dernière doit continuer à assurer les missions fondamentales dont elle a la charge actuellement. Les associations, ne jouant qu'un rôle de complément, peuvent en effet, apporter un enrichissement et une ouverture sur le monde extérieur.